

# RÈGLEMENT D'ORGANISATION DE L'ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉES

*Édicté par l'Assemblée des déléguées le [date]*

*Entrée en vigueur : 26 juin 2026*

*Toute désignation de personne dans le présent document s'applique aux personnes de tous les genres.*

## I. Dispositions générales

### Art. 1 Base légale

Le présent règlement est édicté en vertu de l'art. 6 des Statuts d'alliance care du 26 juin 2026.

### Art. 2 But

Le présent règlement règle l'organisation, la composition et la procédure des élections ainsi que la gestion des tâches incombant à l'Assemblée des déléguées (« l'Assemblée »).

### Art. 3 Champ d'application

Le présent règlement s'applique aux Assemblées des déléguées ordinaires et extraordinaires d'alliance care.

## II. Composition et désignation des déléguées

### Art. 4 Composition

1. L'Assemblée se compose des déléguées des associations affiliées, des membres collectifs et de l'association collective « Advocacy alliance care ».
2. Chaque association affiliée, chaque membre collectif et l'association collective a droit à au minimum deux et au maximum vingt déléguées.
3. Dans ces limites, le nombre effectif de déléguées est déterminé comme suit conformément à l'art. 6 des Statuts :
  - jusqu'à 500 membres individuels : 2 déléguées ;
  - de 501 à 1'000 membres individuels : 3 déléguées ;
  - de 1'001 à 1'500 membres individuels : 4 déléguées ;
  - 1 délégué.e supplémentaire par tranche de 500 membres ;
  - dès 9'001 membres individuels : 20 délégué.es (maximum).
4. Les membres collectifs qui n'ont que des personnes morales comme membres ont droit à deux déléguées.
5. L'association collective « Advocacy alliance care » a droit au minimum à deux délégué.es. Sa délégation doit se composer à la fois de membres individuels sans affiliation à une association affiliée et d'Advocates (Statuts art. 3 section D).

### Art. 5 Désignation des déléguées

1. Les déléguées et leurs suppléantes sont élues ou désignées par les associations affiliées, les membres collectifs et l'association collective respectifs selon leurs propres règles internes.
2. Leur nomination est communiquée par écrit à la Direction d'alliance care au moins six semaines avant l'Assemblée.
3. Les déléguées sont libres dans l'exercice de leur mandat (Statuts art. 6 al. 12) . Ils et elles préparent toutefois l'ordre du jour au sein de leur organisation.
4. Chaque déléguée ne peut représenter qu'une seule association affiliée ou un seul membre collectif. Le cumul de deux mandats de déléguée au sein de l'Assemblée est exclu.

## **Art. 6 Déléguées suppléantes**

1. En plus des déléguées titulaires, des déléguées suppléantes peuvent être désignées selon la même procédure. Chaque association affiliée, chaque membre collectif et l'association collective détermine librement, en fonction de ses besoins, le nombre de suppléantes qu'il ou elle désigne, dans la limite du nombre de ses déléguées titulaires.
2. Les suppléantes remplacent les titulaires en cas d'empêchement.
3. Une suppléante ne peut remplacer qu'une titulaire par Assemblée. Il ou elle ne peut siéger simultanément avec le ou la titulaire qu'il ou elle remplace.
4. La durée du mandat du ou de la suppléante correspond à celle du ou de la titulaire qu'il ou elle remplace.

## **III. Convocation et ordre du jour**

### **Art. 7 Assemblée ordinaire**

1. L'Assemblée ordinaire a lieu chaque année dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, soit au plus tard le 30 juin (Statuts art. 6 al. 2).
2. Elle est convoquée par écrit par le Conseil des soins.

### **Art. 8 Assemblée extraordinaire**

1. Une Assemblée extraordinaire peut être convoquée sur décision du Conseil des soins ; ou doit l'être sur demande écrite d'un cinquième des membres (Statuts art. 6 al. 5).
2. La demande doit indiquer les objets à traiter.
3. L'Assemblée extraordinaire doit se tenir dans un délai maximal de huit semaines suivant la réception de la demande.

## Art. 9 Préavis d'assemblée et délai de convocation

1. La convocation formelle, avec l'ordre du jour définitif, est envoyée au moins quatre semaines avant la date prévue, accompagnée des documents afférents (Statuts art. 6 al. 3).
2. Pour une Assemblée extraordinaire, le délai de convocation de l'al. 1 est ramené à deux semaines au minimum, afin d'assurer la tenue de l'assemblée dans le délai maximal de huit semaines prévues à l'art. 8 al. 3. La convocation et l'ordre du jour définitif sont alors transmis simultanément, accompagnés des documents afférents.

## Art. 10 Fixation de l'ordre du jour et motions

1. Le Conseil des soins fixe l'ordre du jour.
2. Les déléguées peuvent proposer des motions par écrit et motivées, dans une des langues nationales, au moins douze semaines avant l'Assemblée ordinaire (Statuts art. 6 al. 4).
3. Le Conseil des soins décide de l'inscription de ces motions à l'ordre du jour.
4. Les objets non portés à l'ordre du jour ne peuvent faire l'objet d'une décision, sous réserve de l'art. 19 ci-après.

## Art. 11 Documents et langues

1. Les documents relatifs aux points à l'ordre du jour sont mis à disposition des déléguées, par voie électronique ou postale, au plus tard en même temps que la convocation formelle.
2. La convocation, l'ordre du jour et les documents y afférents sont transmis aux déléguées en français et en allemand.
3. Les interventions et les votes peuvent intervenir dans l'une des trois langues nationales (français, allemand, italien). Une traduction simultanée est assurée par la Direction lorsque cela est nécessaire pour garantir la pleine compréhension des débats.

## IV. Déroulement de l'Assemblée

### Art. 12 Forme de l'Assemblée

1. L'Assemblée se tient en principe en présentiel, alliance care privilégiant cette forme afin de favoriser l'échange direct entre déléguées. Elle peut toutefois être tenue par visioconférence ou sous forme hybride lorsque les circonstances le justifient.
2. Le Conseil des soins détermine la forme au moment de la convocation et motive brièvement le recours éventuel à une forme virtuelle ou hybride.
3. En cas de format virtuel ou hybride, les modalités techniques garantissant l'identification des participant.es et la sécurité du vote sont précisées dans la convocation.

### Art. 13 Présidence et conflits d'intérêts

1. L'Assemblée est présidée par la présidente du Conseil des soins ou, en cas d'empêchement, par un autre membre de la présidence.
2. La présidente d'assemblée dirige les débats, veille au respect du règlement et fait respecter l'ordre du jour.
3. Toute déléguée ou membre de la présidence qui se trouve en situation de conflit d'intérêts sur un objet de l'ordre du jour le déclare dès que possible à la présidente d'assemblée, au plus tard avant l'ouverture du débat sur cet objet, et se récuse. Les personnes récusées ne participent ni aux délibérations ni au vote sur le point en cause.
4. Les récusations sont consignées au procès-verbal avec mention de l'objet concerné.
5. Lorsque la présidente d'assemblée est elle-même en situation de conflit d'intérêts, elle confie la direction du débat et du vote sur le point concerné à un autre membre de la présidence.

### Art. 14 Bureau de l'Assemblée

1. Le Bureau se compose de la présidente d'assemblée, d'une secrétaire et de scrutatrices.
2. Le ou la secrétaire et les scrutatrices sont désignées par le Conseil des soins parmi les délégué.es, les membres d'alliance care ou le personnel du Secrétariat général.

## Art. 15 Quorum délibératif

L'Assemblée est valablement constituée quel que soit le nombre de déléguées présentes, pour autant que la convocation ait été effectuée dans les formes et délais prescrits.

## Art. 16 Droit de vote

1. Chaque déléguée dispose d'une voix (Statuts art. 6 al. 9).
2. Le vote par procuration n'est pas autorisé.
3. Les suppléantes ne votent que s'ils ou elles remplacent une titulaire absente, conformément à l'art. 6.
4. En cas de conflit d'intérêts, le ou la déléguée concernée se récusé et ne prend pas part au vote sur le point concerné, selon la procédure décrite à l'art. 13 al. 3 et 4.

## Art. 17 Majorités

1. Sauf disposition contraire des Statuts ou du présent règlement, les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées, soit la majorité des déléguées ayant voté oui ou non, à l'exclusion des abstentions.
2. En cas d'égalité des voix, la proposition est soumise une nouvelle fois à discussion et à un nouveau vote. En cas de nouvelle égalité des voix, la proposition est réputée rejetée.
3. Les révisions statutaires, la dissolution et la fusion requièrent la majorité des trois quarts des déléguées présentes (Statuts art. 6 al. 10 et art. 14).
4. Les exclusions d'associations affiliées et de membres collectifs requièrent la majorité des deux tiers des déléguées présentes, conformément à l'art. 23 al. 2 let. d du présent règlement.

## Art. 18 Modes de scrutin

1. Le vote a lieu à main levée, sauf demande de scrutin secret soutenue par au moins un cinquième des déléguées présentes.
2. En cas d'Assemblée au format virtuel ou hybride, un système de vote électronique sécurisé est utilisé, garantissant le secret du vote lorsque celui-ci est requis. Les exigences techniques (identification des déléguées, intégrité et confidentialité du scrutin, traçabilité des opérations, conservation des données, gestion des incidents) sont fixées dans une Directive sur le vote électronique édictée par le Conseil des soins et portée à la connaissance des déléguées lors de la convocation.

## Art. 19 Motions supplémentaires

1. En plus des points à l'ordre du jour, toute déléguée peut proposer une motion supplémentaire au début de l'Assemblée.
2. Les motions doivent être présentées par écrit en allemand ou en français et motivées oralement durant l'Assemblée.
3. Conformément à l'art. 10 al. 4 du présent règlement, les deux tiers des déléguées présentes doivent approuver l'examen de la motion

## Art. 20 Interventions

1. Les déléguées peuvent demander la parole auprès de la présidente d'assemblée.
2. Les interventions sont limitées à trois minutes, sauf décision contraire de la présidente.
3. La présidente peut accorder la parole à des invitées ou à des représentantes de la Direction, sans droit de vote.

## V. Procès-verbal et communication

### Art. 21 Procès-verbal

1. Le ou la secrétaire rédige le procès-verbal de l'Assemblée.
2. Le procès-verbal mentionne : la date et le lieu, le nombre de déléguées présentes, les récusations prononcées en application de l'art. 13, les décisions prises avec résultat des votes et les motions adoptées.
3. Les décisions de l'Assemblée sont communiquées aux déléguées dans les quatre mois après l'Assemblée, en allemand ou en français. Les déléguées peuvent demander des corrections dans un délai de 30 jours.
4. Le procès-verbal est soumis pour approbation à l'Assemblée suivante.

## Art. 22 Publication

Les décisions de l'Assemblée sont communiquées aux membres par les canaux de communication de l'association.

## VI. Compétences

### Art. 23 Compétences

1. L'Assemblée des déléguées exerce les compétences qui lui sont attribuées par l'art. 6 al. 1 des Statuts d'alliance care. Les modalités d'exercice de certaines de ces compétences sont précisées aux alinéas suivants.
2. Pour les décisions d'admission et exclusion d'associations affiliées et de membres collectifs (Statuts art. 6 al. 1 let. O, art. 3 let. B al. 6 art. 3 let. C al. 5), les règles suivantes s'appliquent :
  - a) L'Assemblée statue sur proposition motivée du Conseil des soins, instruite conformément au règlement d'organisation du Conseil des soins. Elle ne peut pas statuer sur une admission ou une exclusion non proposée par le Conseil.
  - b) Avant le vote, l'organisation candidate ou concernée peut être entendue par l'Assemblée sur décision de la présidente, pour une durée maximale de cinq minutes.
  - c) L'admission est prononcée à la majorité simple des déléguées présentes ; par majorité simple, on entend la majorité des déléguées ayant voté oui ou non, à l'exclusion des abstentions, conformément à l'art. 17 al. 1.
  - d) L'exclusion est prononcée à la majorité des deux tiers des déléguées présentes, conformément à l'art. 17 al. 4 du présent règlement.
  - e) La décision de l'Assemblée est définitive au sein de l'association, sous réserve des voies de recours prévues à l'art. 12 des Statuts et à l'art. 24 du présent règlement.



## **VII. Voies de droit**

### **Art. 24 Contestation des décisions**

1. Tout membre individuel d'alliance care peut contester une décision de l'Assemblée dans un délai de trente jours à compter de sa notification (Statuts art. 12).
2. Le recours est adressé par écrit au Conseil des soins, avec indication des conclusions et des motifs.
3. La procédure de recours est régie par le règlement de recours d'alliance care, édicté par l'Assemblée des délégué.es sur proposition du Conseil des soins (Statuts art. 10 et 12).

## **VIII. Dispositions finales**

### **Art. 25 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par l'Assemblée des déléguées le 26 juin 2026.

### **Art. 26 Dispositions transitoires**

La clé de représentation prévue à l'art. 4 s'applique dès la désignation des déléguées pour la première Assemblée ordinaire à la date de l'entrée en vigueur du présent règlement.

### **Art. 27 Modification**

Le présent règlement peut être modifié par l'Assemblée des déléguées à la majorité simple, sur proposition du Conseil des soins.

### **Art. 28 Interprétation**

En cas de lacune ou de doute d'interprétation, les Statuts d'alliance care du 26 juin 2026 font foi. En cas de conflit entre le présent règlement et les Statuts, ces derniers prévalent.